

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 23 avril 2020

Résumé :

Le secteur espagnol des fleurs et plantes ornementales pousse déjà un cri d'alarme pour la campagne 2021.

Le rebond des ventes de bières en GMS ne compense pas la disparition de la consommation hors domicile.

Réaction négative de la Fédération espagnole des producteurs et exportateurs espagnols de fruits, légumes, fleurs et plantes (FEPEX) suite aux mesures de marché annoncées hier par le Commissaire à l'agriculture.

Les Baléares mettent en place une aide directe en faveur des éleveurs laitiers.

Les éleveurs ovins espagnols demandent la levée des barrières aux frontières pour les tondeurs uruguayens.

La perspective d'une suppression des aides à l'arrêt temporaire d'activité de pêche une fois l'état d'urgence levé suscite un tollé chez les professionnels espagnols.

ESPAGNE

Filières agricoles

- ***Fleurs et plantes ornementales***

Une saison 2021 également menacée. Le secteur des fleurs coupées et plantes ornementales est celui qui a été le plus touché par la crise Covid-19 dans le secteur agricole, et il craint que cette situation s'étende à 2021 si les administrations ne prennent pas des mesures – comme dans d'autres pays l'ont fait – pour atténuer les pertes. Les professionnels s'attendent à une baisse drastique de la production pour la prochaine campagne, estimée à 75%. La chute spectaculaire de la consommation nationale, accompagnée d'une baisse très importante des exportations, pourrait entraîner la faillite d'une part très importante du tissu productif et commercial. Le secteur évalue les pertes de cette campagne en Andalousie à 270 M€, dont 50 millions correspondent au secteur des fleurs coupées et 220 millions au secteur des plantes ornementales.

- ***Fruits et légumes***

Les exportations de fruits et légumes d'Almeria ont chuté de 33% en pleine crise du Coronavirus. Depuis que l'état d'alerte est entré en vigueur le 14 mars, le volume des exportations de fruits et légumes d'Almeria "diminue progressivement", selon les données fournies par Coexphal, qui estime à 33% la baisse de ces ventes à l'étranger en semaine 13 (du 23 au 29 mars), par rapport à la même semaine de l'année dernière.

- ***Fraises***

Une offre supérieure à la demande et des prix à la limite de la rentabilité. Malgré des volumes en baisse du fait des mauvaises conditions climatiques, l'offre est restée supérieure à la demande, qui a été sérieusement affectée par la crise du coronavirus. Les prix ont été à la limite de la rentabilité, et les producteurs s'attendent à une réduction des surfaces plantées pour la prochaine campagne.

- ***Pommes de terre***

Les producteurs espagnols de pommes de terre demandent eux-aussi des aides au stockage privé. Associés au sein du Copa-Cogeca, les producteurs espagnols de pomme de terre (incluant les espagnols) demandent à la Commission européenne de mettre en place des aides au stockage privé pour les pommes de terre de conservation de basse qualité, sous forme de frites congelées, et également pour les pommes de terre nouvelles. Les aides au stockage privé annoncées hier ne concernent en effet pour l'instant que les produits laitiers et la viande. A ce stade, seules des dérogations à l'Organisation commune des marchés ont été concédées aux producteurs de pomme de terre, en vertu de l'article 222 (possibilité de dons de productions, de promotion commune, d'accord sur la qualité, etc.).

- **Céréales**

Marché de León : le prix du blé se maintient mais le maïs est en chute libre en raison de l'effondrement de la demande en carburant. Lors du marché de León qui s'est tenu le 22 avril, le blé semblait résister à la pression du marché dans l'attente de la confirmation de la baisse de production en Russie. Cependant, le maïs est toujours en chute libre en raison de l'effondrement des prix du pétrole (30 % de cette céréale est utilisée pour le bioéthanol). À cette pression à la baisse s'ajoutent de bonnes conditions d'ensemencement aux États-Unis et une augmentation de la superficie de ce dernier outre-Atlantique.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Avis partagés suites aux mesures de marché annoncées hier par le Commissaire européen à l'agriculture :

- Réaction positive de l'Andalousie, dont la Conseillère en charge des affaires agricoles, Carmen Crespo, a salué des mesures "très demandées à l'échelle locale par les professionnels", en particulier les aides au stockage privé pour les élevages (lait et viandes). Elle espère une application rapide de la même flexibilité pour les producteurs de fruits et légumes (programmes opérationnels), les viticulteurs (programme de soutien à la filière vitivinicole), et les productions apicoles.
- Avis plus négatif pour la Fédération des producteurs et exportateurs espagnols de fruits, légumes, fleurs et plantes (FEPEX), qui juge les mesures « totalement insuffisantes » et « inadaptées à la situation actuelle ». Seules des exceptions temporaires à l'organisation commune de marché ont été proposées ; or, elles sont jugées inutiles pour les producteurs de fleurs coupées et plantes ornementales dont la production a déjà été détruite, et qui auraient bien davantage besoin d'aides financières directes pour compenser les pertes. Côté fruits et légumes, FEPEX regrette l'absence d'adaptation des programmes opérationnels en matière d'utilisation des fonds dédiés aux investissements, qui permettrait que ceux-ci puissent exceptionnellement être utilisés pour financer les coûts additionnels liés à la pandémie. FEPEX entend maintenir la pression sur le ministère de l'Agriculture pour qu'il renforce ces mesures d'ici à ce qu'elles soient votées par le Parlement national.

Aide directe à destination des éleveurs laitiers des Baléares. 350 000 € ont été débloqués par le Gouvernement de l'archipel pour soutenir la filière laitière dans son ensemble, dans le cadre d'un plan plus global de soutien au secteur primaire. Cette enveloppe pourrait à l'avenir être complétée par des fonds de garantie agricole et de pêche des Baléares (Fogaiba). Ce montant servira à financer plusieurs mesures : compensation auprès des éleveurs pour le retrait d'animaux de production (à hauteur de 140 € par animal); accompagnement des industries laitières qui ont augmenté leurs cadences pour absorber les surstocks et soutien aux éleveurs pour compenser les baisses de prix d'achat (à hauteur de +0,05 €/l - montant provisoire). Un achat des surstocks pour les donner à des œuvres caritatives est également prévu, mais sera financée via des fonds européens spécialement dédiés.

Autorisation de sortie pour les potagers/vergers privés : les demandes d'assouplissement se poursuivent auprès des instances déconcentrées du Gouvernement :

- L'Andalousie demande elle-aussi une autorisation gouvernementale explicite des déplacements dans les potagers, vergers et autres enclos dont la production vise à l'autosuffisance, si ces derniers sont situés dans les environs proches (même commune ou communes limitrophes). En plus d'assurer l'approvisionnement alimentaire des familles, cela permettrait également de réaliser les traitements nécessaires pour éviter la prolifération de maladies. Ces autorisations ont déjà été concédées dans d'autres Communautés autonomes (Valence et Estrémadure notamment) par la délégation du Gouvernement central.
- Le syndicat d'agriculteurs et éleveurs de Navarre (UAGN) demande quant à lui un changement de qualification de cette autorisation, afin que le motif actuellement retenu ("activité de subsistance") soit remplacé par celui de la poursuite d'une « activité agricole » à part entière. Cela permettrait d'élargir le périmètre de l'autorisation (disparition de la limite de temps et moindre limite de distance), et donc de réaliser tous les travaux indispensables à la bonne tenue des parcelles et à l'obtention de récoltes. Le syndicat souligne que les risques de contagion sont minces, et que ces pratiques contribuent à l'approvisionnement alimentaire de milliers de foyers espagnols, tout en permettant la conservation de semences paysannes et la continuité d'une culture agricole ancestrale.

Réouverture encadrée de la chasse : la Rioja en demande davantage. Le syndicat des petits agriculteurs (UPA) de la Rioja juge en effet "insuffisantes" les autorisations de chasse accordées ces jours derniers, dans la mesure où elles se limitent à certains profils (gardes forestiers, gardes-chasse et agriculteurs disposant d'un permis de chasse), laissant ainsi tous les autres agriculteurs non-chasseurs à la merci de la faune sauvage nuisible. La fédération de chasse de la Rioja indique qu'il est par ailleurs normalement interdit aux gardes-chasse de chasser sur le territoire dont ils ont la charge : le dispositif actuel irait donc également à l'encontre de la légalité. Syndicat et Fédération de chasse demandent ainsi un assouplissement des autorisations (profils de chasseurs autorisés et territoires couverts), afin que cette activité soit considérée parmi les activités essentielles non soumises aux règles du confinement (comme c'est déjà le cas dans des Communautés autonomes voisines, notamment en Aragon, depuis le 20 avril dernier).

Modifications de la loi sur la chaîne alimentaire : “insuffisantes et difficiles d’application” pour le Gouvernement andalou. Carmen Crespo, conseillère en charge des affaires agricoles pour la Communauté autonome d’Andalousie, constate en effet avec regret qu’en dépit des modifications récentes (décret-loi Royal 5/2020, du 25 février), un grand nombre de producteurs sont actuellement toujours victimes de pratiques commerciales déloyales (imposition de prix d’achat inférieur au coût de production, achat sans contrat et/ou sans prix fixé, etc.). Elle demande à ce que les “grands principes” de cette loi soient précisés, et que le ministère en charge de l’Agriculture publie ses données relatives aux coûts effectifs de production afin qu’elles puissent servir de référence dans les différentes communautés autonomes. Elle indique par ailleurs que le calcul de ces coûts de production devrait être revu, afin d’inclure l’amortissement des investissements, ainsi que les coûts de promotion et d’assurance, entre autres. Elle souhaite également que les contrats qui bénéficient aux agriculteurs ne fassent pas systématiquement l’objet d’une renégociation et puissent être reconduits automatiquement, pour éviter la tendance au nivellement par le bas. Enfin, elle appelle à une interdiction plus ferme des promotions qui visent à donner une image faussée de la valeur des produits, et à un renforcement de la transparence sur l’étiquetage à destination des consommateurs (en particulier en matière d’origine).

Assouplissement de l’irrigation en Andalousie. Le Gouvernement andalou a indiqué qu’il levait exceptionnellement les restrictions initialement imposées aux agriculteurs irrigants de la vallée d’Axarquía (à l’est de Malaga) pour le reste de l’année hydrique, dans la mesure où les précipitations intenses des derniers jours et la baisse d’utilisation due au Covid-19 ont sensiblement contribué à remplir les nappes phréatiques. Les agriculteurs disposeront donc des mêmes autorisations de prélèvement que l’an passé. La Fédération nationale des communautés d’irrigants (FENACORE) souligne par ailleurs dans un communiqué l’importance de l’irrigation dans le contexte actuel, afin de multiplier les rendements des parcelles et de maximiser la disponibilité d’aliments pour les populations.

En Andalousie, des start-up aident les agriculteurs à limiter leurs déplacements. Soutenus par le Gouvernement andalou et par l’opérateur Vodafone, plusieurs start-up offrent leurs services aux agriculteurs pour optimiser leurs travaux et limiter ainsi les déplacements aux champs. Elles proposent par exemple d’automatiser l’irrigation, afin non seulement de l’adapter au maximum aux besoins des cultures (sur la base de capteurs), mais également de pouvoir la réaliser à distance. Les capteurs installés peuvent également permettre d’adapter les traitements phytosanitaires. D’autres dispositifs permettent quant à eux de faciliter la mise en relation des acteurs d’une filière, via un système de messagerie, permettant ainsi de consulter les données relatives aux parcelles et d’optimiser la récolte et la collecte par les acheteurs.

Distribution

Baisse de 25% des ventes d’Heineken en Espagne en mars. L’impact des mesures adoptées pour freiner la pandémie a été plus important pour l’entreprise en Espagne qu’au niveau mondial. L’entreprise souffre de la fermeture de l’industrie hôtelière et de la restauration, culturellement très présentes en Espagne. "Le volume des ventes au secteur de l’hôtellerie et de la restauration a diminué d’au moins la moitié, tandis que les ventes de la distribution ont augmenté d’un peu plus de 10 %", explique l’entreprise. Le rebond des ventes en GMS ne compense donc pas la disparition de la consommation hors foyer.

Les enfants désormais autorisés dans les supermarchés, sous conditions. Le 21 avril, l’exécutif a approuvé une mesure permettant aux mineurs de sortir pour accompagner un adulte à se rendre au supermarché, à la pharmacie ou à la banque. Elle a cependant suscité une tempête de critiques, et a été rectifiée depuis, en ajoutant le motif de « promenade » : il est désormais permis aux mineurs (de moins de 14 ans uniquement) d’effectuer de courtes promenades avec l’un de leurs parents, ou à accompagner l’un d’eux dans leurs courses de première nécessité.

Le e-commerce atteint un record historique, tandis que Mercadona rebondit au détriment de la proximité. Sous l’effet du confinement dans lequel sont plongés les consommateurs espagnols, le canal en ligne continue de s’intensifier. Selon le cabinet de conseil Kantar Worldpanel pour la semaine du 30 mars au 5 avril 2020, les achats en ligne de la grande distribution ont atteint leur maximum historique, malgré "les difficultés à répondre à la demande croissante". En revanche, dans le canal physique, les supermarchés régionaux et locaux, ainsi que DIA et Eroski, ont cédé du terrain pour la première fois depuis le début du confinement, face à la reprise du leader national du secteur, Mercadona.

Face à la hausse des prix de certains produits frais, la distribution se défend de spéculer sur les marges. L’Association des fabricants et distributeurs (Aecoc, qui compte parmi ses membres El Corte Inglés, Carrefour et Alcampo), se défend de spéculer sur les marges face à la hausse du prix de certains produits alimentaires tels que les produits frais (fruits et légumes). Le secteur reconnaît qu’il y a une augmentation des prix des produits frais, mais a souligné que cela était dû à la "nature périssable" de ces produits, ainsi qu’aux difficultés liées au secteur primaire et au manque d’offres et de promotions sur les rayons des établissements. L’Association a souligné que la chaîne d’approvisionnement a dû faire "un effort énorme" pour répondre au consommateur, ce qui a entraîné des "coûts très élevés" pour les entreprises, notamment les distributeurs.

Osborne annule les dividendes pour la première fois en 43 ans. Le conseil d'administration de la société, spécialisée dans la vente de vins, l'œnotourisme et la vente de jambon ibérique, a décidé pour la première fois en 43 ans d'annuler l'acompte sur dividende qui devrait être versé aux actionnaires en avril. "Nous sommes prudents sur tous les fronts. La décision de ne pas distribuer de dividendes en est une de plus pour garantir nos liquidités, sécuriser nos engagements envers les institutions financières et réduire les dépenses et les investissements dans tout ce qui n'est pas essentiel", explique Fernando Terry, PDG d'Osborne. La société a clôturé l'année 2019 avec un chiffre d'affaires "légèrement supérieur" à celui de 2018, où elle avait réalisé un chiffre d'affaires de 218 M€ et un bénéfice de 12,3 M€. Aujourd'hui, "les perspectives sont si incertaines que nous ne pouvons pas faire de prévisions fiables pour l'année 2020", explique le responsable, qui précise que "la fermeture temporaire de l'industrie hôtelière et le déclin prévisible du tourisme auront un impact sur les chiffres de l'année".

Carrefour commence à mesurer la température de ses employés pour renforcer leur sécurité, ainsi que celle des clients. Carrefour a commencé à mesurer la température de ses travailleurs, via des thermomètres infrarouges, dans ses magasins avant le début de chaque journée de travail. Cette initiative s'ajoute à celles déjà mises en œuvre dans le cadre de son plan de mesures de protection, qui vise à promouvoir la sécurité de ses employés et de ses clients.

Mesures de gestion de la main d'œuvre

Nouvelle demande de levée des barrières aux frontières pour les tondeurs uruguayens. L'Union régionale des coopératives agricoles de Castille-et-León (Urcacyl) demande aux administrations espagnoles d'intervenir de manière urgente afin d'autoriser le départ du vol Iberia entre Montevideo et Madrid le 1er mai prochain (retour prévu le 17 juin), qui permettrait d'acheminer les 288 tondeurs uruguayens indispensables à la tonte des moutons. Ces derniers disposent des contrats de travail et visas nécessaires, d'un lieu de résidence proche des exploitations, et surtout de l'expérience (indispensable à la réalisation de cette tâche). L'Espagne manque cruellement de main d'œuvre qualifiée pour la tonte : tous les tondeurs nationaux sont au Portugal ou en France, où les tarifs sont meilleurs (en particulier en France, où ils sont payés le double). Leur arrivée permettrait de tondre près de 3 millions de bêtes, pour lesquelles il s'agit avant tout d'un impératif sanitaire. Les éleveurs demandent donc une action rapide de l'Ambassade d'Espagne sur place et du ministère du Travail espagnol, afin d'éviter de pénaliser davantage les éleveurs ovins.

Actions de solidarité

La Banque alimentaire lance sa campagne "Opération Kilo" pour faire face à une augmentation de 30% de la demande suite à la crise sanitaire. L'entité craint que les importants dons de nourriture faits par les entreprises, les institutions et les particuliers ne suffisent pas à assurer l'approvisionnement. La nouvelle campagne de collecte de denrées alimentaires a débuté le 22 avril et durera jusqu'au 6 mai. L'objectif est de collecter 1000 tonnes de denrées alimentaires de base non périssables. Les dons peuvent être effectués par le biais du site web de la Banque alimentaire "www.bamadrid.org".

Dons des récoltes des jardins urbains de Madrid aux personnes vulnérables. Les jardins urbains distribuent leur récolte aux familles vulnérables de la ville par l'intermédiaire des conseils de district, des ONG et de la police municipale. En ce moment, les services sociaux de Retiro distribuent aux familles les plus vulnérables des dizaines de kilos de légumes biologiques provenant des jardins du quartier avec l'aide de la police municipale et des bénévoles de iHelp!

Action contre la faim donne des cartes d'aide aux familles pour acheter de la nourriture. Dans les prochains jours, *Action contre la faim* délivrera des cartes d'aide aux personnes qui, dans le cadre de ses programmes d'action sociale, se trouvent dans une situation de vulnérabilité grave, selon l'organisation. Ces cartes, d'une valeur de 346 € chacune et rechargeables pendant 2 mois, peuvent être utilisées dans les supermarchés pour acheter des produits alimentaires et/ou d'hygiène.

Secteur Forêt-bois

Chute de 40% des coupes en forêts publiques au premier trimestre. Selon les données de la plateforme nationale pour la promotion de la filière forêt-bois (Madera), bien que le nombre de lots vendus ait augmenté de 12% par rapport au premier trimestre 2019, les volumes de chaque lot étaient bien inférieurs en 2020, conduisant ainsi à une baisse interannuelle de 40%. 618 000 m³ ont été vendus, pour une valeur totale de 18 M€. Les régions de Ségovie (Castille-et-León), Lugo (Galice) et Teruel (Aragon) tirent particulièrement leur épingle du jeu. En matière d'essences les plus vendues, on trouve le peuplier en tête, suivi du pin maritime, du pin sylvestre, du pin de Monterey, du pin Noir et enfin de l'eucalyptus. Les données par mois ne sont pas disponibles, mais les baisses de ventes sont très certainement majoritairement observées au mois de mars, tirant ainsi les chiffres globaux du trimestre vers le bas.

Pêche maritime et aquaculture

La perspective d'une suppression des aides à l'arrêt temporaire d'activité une fois l'état d'urgence levé suscite un tollé chez les professionnels. La visioconférence du 22 avril entre le Secrétariat général des pêches et les principales associations de pêche, a provoqué une levée de boucliers de ces dernières qui reprochent au ministère d'avoir évoqué l'éventuelle suppression des aides à l'arrêt temporaire d'activité de pêche une fois que l'état d'alerte sera levé.

Demande de réduction de la TVA pour le secteur de la pêche. Les principales associations galiciennes du secteur de la pêche réclament au Gouvernement une baisse de la TVA (du taux actuel de 10% à un taux réduit de 4%) sur les produits de la pêche afin de contribuer à amortir la chute des ventes enregistrées suite à la fermeture de la restauration hors domicile.

PORTUGAL

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Utilisation des jachères : la Confédération des Agriculteurs du Portugal (CAP) réagit. La Confédération des Agriculteurs du Portugal (CAP) a exprimé son soutien aux mesures prises le ministère de l'Agriculture, et a considéré que le communiqué conjoint de plusieurs ONG relevait de l'ignorance technique. Pour mémoire, plusieurs ONG, dont Quercus et WWF Portugal (ANP-WWF), ont exprimé leur désaccord avec les mesures annoncées par le ministère de l'Agriculture la semaine dernière, autorisant les agriculteurs à utiliser les zones en jachère pour faire paître leurs animaux et levant l'obligation de diversification de leurs cultures pour les exploitations céréalières.

Distribution

Les fêtes de Pâques ont boosté les ventes de viandes, d'agrumes et de kiwis. Du 30 mars au 5 avril, le volume des ventes au détail de produits alimentaires a augmenté, malgré les restrictions à la circulation sur le territoire national. L'impact des fêtes de Pâques sur les ventes a été notable pour les boucheries (+ 18 %), en particulier pour la viande ovine et caprine (+ 85 %). Enfin, dans la catégorie fruits et légumes, les ventes d'oranges (+ 115 %), de citrons (+ 98 %), de mandarines/clémentines (+ 71 %) et de kiwis (+ 33%) ont également augmenté, ce qui pourrait indiquer une préoccupation croissante des consommateurs pour leur santé étant donné que ces produits sont généralement considérés comme des sources de vitamine bénéfiques pour le renforcement du système immunitaire.

Mesures de gestion de la main d'œuvre

Des ministres accompagnent une campagne en faveur de l'emploi saisonnier agricole. Le ministre de l'Administration Interne, Eduardo Cabrita, et la ministre de l'Agriculture, Maria do Céu Albuquerque, ont accompagné dans le sud du pays, sur le terrain, des actions d'information sur la pandémie, destinées aux travailleurs agricoles étrangers, dont le rôle s'avère essentiel pour assurer la continuité de l'activité. E. Cabrita a également rappelé la décision du Gouvernement de régulariser provisoirement tous les étrangers en raison de la pandémie, permettant aux entreprises agricoles de disposer de la main d'œuvre étrangère nécessaire pour les récoltes.

Secteur Forêt-bois

Malgré les mesures de confinement, les travaux d'entretien des espaces forestiers se poursuivent. L'information a été confirmée par le président de la Fédération nationale des entités de gestion des interventions forestières (ENZIF), qui a par ailleurs indiqué qu'un plan avait été adopté pour protéger les sapeurs forestiers des risques sanitaires.